



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le Bénin**  
Agence Auxiliaire de Parakou

## **CAHIER DE CHARGES**

**Numéro AO/B01/XAP/07-2018**

---

**POUR LES TRAVAUX DE REPRISE DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE TERRASSE DE  
L'INFIRMERIE ET DU MAGASIN**

**Juillet 2018**

## **PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES**

## **I.1. Introduction**

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission commun aux huit (8) Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) que sont le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BCEAO exerce ses activités à travers :

- le Siège et le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), sis à Dakar;
- une Direction Nationale dans chacun des Etats membres comprenant une Agence Principale et une ou plusieurs Agences Auxiliaires ;
- le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) de l'UMOA sis à Abidjan ;
- la Représentation auprès de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (RCUEMOA) sise à Ouagadougou ;
- la Représentation auprès des Institutions Européennes de Coopération (RIEC) sise à Paris.

## **I.2. Objet**

Le présent appel d'offres **concerne les travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'infirmerie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de la BCEAO de Parakou.**

## **I.3. Allotissement**

Les travaux sont répartis en un seul lot.

## **I.4. Conditions à remplir pour prendre part aux marchés**

La participation au présent marché est ouverte à toutes les entreprises ayant la volonté de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement, la seule forme autorisée par la Banque est le groupement solidaire. Les candidats devront fournir tout document que la Banque viendrait à exiger avant attribution du marché.

Tout candidat en situation de conflit d'intérêt devra en informer la Banque dans sa lettre de soumission, en précisant les termes dudit conflit d'intérêt.

## **I.5. Visite des lieux**

Une visite du site est prévue aux lieux, date et heure indiqués dans la lettre d'invitation à participer à l'appel d'offres.

## **I.6. Conformité des offres**

Toute offre qui ne répondra pas explicitement aux exigences du présent cahier des charges sera rejetée pour non-conformité sans préjudice pour la Banque Centrale.

## **I.7. Période de validité des offres**

La durée de validité des offres devra être de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt.

## **I.8. Langue de soumission**

Les offres, ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et la Banque Centrale, seront rédigés en langue française.

Les documents complémentaires et les notices d'équipements fournis par le soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents dans la langue française.

#### **I.9. Frais de soumission**

Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre et la Banque Centrale ne sera en aucun cas responsable de ces frais ni tenue de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **I.10. Monnaie de soumission et de paiement**

La monnaie utilisée est le Franc CFA.

#### **I.11. Prix de l'offre**

Tous les postes contenus dans le cadre du bordereau des prix unitaires devront être renseignés par les prix unitaires en lettres et en chiffres remplis par le soumissionnaire. Ces prix unitaires seront reportés dans le cadre de devis quantitatifs et estimatifs et les sous-totaux et le total général soigneusement dressés. Le prix à indiquer sur la lettre de soumission de l'offre sera le prix total de l'offre et qui est issu du cadre de devis quantitatif et estimatif.

Les prix et rabais indiqués par le soumissionnaire sur le formulaire de soumission et les bordereaux de prix sont fermes, c'est-à-dire non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché et ne pourront varier en aucune manière. Ils devront être en hors taxes et hors douane et comprendre tous les frais exposés, depuis l'expédition jusqu'à la livraison des équipements (transport, assurance, transit départ et arrivée, dépotage, déchargement et installation).

Le soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel ou conditionnel et la méthode d'application dudit rabais dans la lettre de soumission de l'offre.

#### **I.12. Modalités de paiement**

En cas d'attribution à l'issue du dépouillement, les modalités de règlement seront suivantes :

- une avance de 30% à la signature du contrat contre la fourniture d'une lettre de garantie à première demande délivrée par un organisme financier de premier ordre reconnu par la BCEAO. La mainlevée de cette garantie est effectuée par la Banque Centrale, après remboursement intégral de cette avance lors des paiements des décomptes de travaux réalisés par l'entreprise ;
- le paiement des acomptes provisoires ou du solde des travaux effectivement réalisés intervient lorsque l'entreprise soumet à l'approbation du Maître d'oeuvre un dossier complet composé d'un attachement signé par l'ingénieur et le conducteur des travaux de l'entreprise, un décompte et un récapitulatif de décompte signés par l'Entrepreneur et le Maître d'oeuvre et une facture signée par l'entrepreneur ;
- cinq pour cent (5%) au titre de la retenue de garantie libérable à la fin de la période de garantie ou dès la réception définitive ou sur présentation d'une caution de garantie d'égal montant délivrée par un établissement financier reconnu par la BCEAO.

#### **I.13. Régime fiscal**

En vertu des dispositions des articles 28 du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), en date du 20 janvier 2007, 7 des Statuts de la BCEAO, 10, paragraphe 10-1 du Protocole relatif aux privilèges et immunités de la BCEAO, annexés audit Traité, la Banque Centrale bénéficie, dans le cadre du marché, du régime de l'exonération de tous impôts, droits, taxes et prélèvements d'effet équivalent dus dans les Etats membres de l'UMOA.

#### **I.14. Actualisation des offres techniques**

*Il n'est pas permis une actualisation des offres techniques.*

#### **I.15. Présentation des soumissions**

Les offres, établies en trois (03) exemplaires (un original et deux copies), devront être présentées sous double enveloppe fermée, l'enveloppe externe portant la mention :

**«Travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'infirmierie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de PARAKOU».**

Les enveloppes intérieure et extérieure doivent être adressées à « Monsieur le Directeur National de la BCEAO ».

Les enveloppes intérieures comporteront en outre le nom et l'adresse du soumissionnaire.

Chaque exemplaire des offres sera présenté en trois (03) parties distinctes comme suit :

1- présentation de la société ;

2- offre technique :

- les présentes instructions aux soumissionnaires paraphées et signées à la dernière page,
- le registre de commerce ;
- le cahier des prescriptions techniques couplé avec le devis descriptif,
- une liste des travaux similaires déjà exécutés avec les attestations de bonne fin, signées par les maîtres d'ouvrage ou les maîtres d'oeuvre, pour les cinq (05) dernières années ;
- le Programme des travaux (Planning) paraphé, avec une méthodologie ;

3- offre financière :

- la soumission paraphée et signée,
- le bordereau des prix unitaires paraphé et signé à la dernière page,
- le devis quantitatif et estimatif paraphé et signé à la dernière page,
- variantes ou options éventuelles à l'offre de base.

Chaque partie devra être sous enveloppe fermée portant le titre de ladite partie. Le non-respect de ces dispositions pourrait entraîner le rejet de l'offre pour non-conformité.

##### **I.15.1. Présentation de la société**

La présentation de la société comprendra :

- une présentation générale succincte ;
- les références techniques similaires ;
- la liste et les CV des personnes chargées du dossier (qualifications et expérience).

##### **I.15.1.1 Présentation des sous-contractants**

La présentation des sous-contractants comprendra :

- une présentation générale succincte ;
- les références techniques similaires ;
- la liste et les CV des personnes chargées du dossier (qualifications et expérience).

### **I.15.2 Offre technique**

L'offre technique consistera à :

- les présentes dispositions générales paraphées et signées à la dernière page,
- le registre de commerce ;
- le cahier des prescriptions techniques et le devis descriptif,
- une liste des travaux similaires déjà exécutés avec les attestations de bonne fin, signées par les maîtres d'ouvrage ou les maîtres d'œuvre, pour les cinq (05) dernières années ;
- le Programme des travaux (Planning) paraphé, avec une méthodologie ;
- la liste du matériel et du personnel nécessaires à l'exécution des travaux.

### **I.15.3. Offre financière**

Elle comprend :

- la soumission paraphée et signée,
- le bordereau des prix unitaires paraphé et signé à la dernière page,
- le devis quantitatif et estimatif paraphé et signé à la dernière page.

Les prix doivent être établis en hors taxes et hors douane. Les prix indiqués par le soumissionnaire seront fermes, non révisables.

Les prix prévus comprennent :

- le coût des techniques d'exécution,
- les salaires payés, les charges sociales et les congés payés,
- l'amortissement et le fonctionnement du matériel,
- les fournitures, matériaux et matières consommables de toutes sortes,
- les frais d'installation et de gardiennage de chantier,
- les frais de fret, de transport et de transit, de circulation des biens et des personnes,
- les frais d'assurances de tous ordres du chantier, assurances individuelles ou collectives et assurance globale de chantier,
- les frais de cautions, frais bancaires et financiers de toutes sortes,
- les brevets, droits, taxes redevances et charges desquels le marché n'est pas explicitement exonéré,

- les frais de direction et de chantier,
- les frais généraux,
- les aléas et tous les frais non énumérés à ce poste,
- les bénéfices.

Les prix comprennent toutes les sujétions et contraintes résultant de l'application des dispositions administratives, techniques et financières prévues dans les pièces contractuelles constituant le marché dont l'Entrepreneur est censé connaître parfaitement la nature et les contraintes.

L'utilisation éventuelle de moyens de livraison exceptionnels, même avec l'accord de la BCEAO, ne saurait ouvrir à l'entrepreneur un droit quelconque à supplément ou indemnité.

Les offres devront faire ressortir le coût hors taxes et hors droits de douane (HT-HDD) de l'ensemble des fournitures à fournir.

#### **I.16. Documents constitutifs de la soumission**

Les soumissionnaires devront fournir dans leurs offres copie des documents attestant du statut juridique, du numéro d'immatriculation de la société ainsi que les références bancaires conformément au schéma ci-après :

- Code Banque ;
- Code guichet ;
- N° du compte ;
- Clé RIB ;
- IBAN ;
- SWIFT.

Ils devront en outre communiquer les nom et prénom du mandataire légal ainsi que la fonction occupée dans la société.

Par ailleurs, tout autre document et attestation peut être exigé avant la signature du contrat en cas d'attribution de marché.

**En ce qui concerne les soumissionnaires hors zone UMOA, ils sont tenus d'indiquer leurs coordonnées bancaires conformément aux standards en vigueur dans leurs pays d'origine. Toutefois, ces informations devront être conformes aux normes de codification bancaire internationales.**

#### **I.17. Groupement d'entreprises**

En cas de groupement, les entreprises concernées doivent présenter dans leur soumission, l'acte constitutif du groupement signé par les parties. Ce document doit en outre indiquer le chef de file dudit groupement. Dans le cadre du présent appel à concurrence, seuls les groupements solidaires sont autorisés.

#### **I.18. Sous-traitance**

La sous-traitance est subordonnée à l'accord préalable écrit de la Banque Centrale. Si elle est autorisée, la sous-traitance ne peut excéder 30% de la valeur du contrat initial.

#### **I.19. Lettre type de soumission**

Le soumissionnaire présentera son offre en remplissant le formulaire joint en annexe (Formulaire de soumission).

Il devra être dûment signé du mandataire légal.

#### **I.20. Date et heure limite de remise des offres**

Les offres devront être déposées à la guérite de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO de Parakou BP 201 à une date qui sera mentionnée dans la lettre de consultation.

En ce qui concerne les offres transmises par courrier, le cachet de l'expéditeur (Poste, DHL, CHRONOPOST, EMS, etc.) indiqué sur le pli fera foi.

#### **I.21. Retrait, substitution et modification des offres**

Un candidat peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite.

**Les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».**

#### **I.22. Ouverture de plis et évaluation des offres**

Une Commission des Marchés procédera à l'ouverture des plis, à la vérification de la conformité, à l'évaluation et au classement des offres reçues.

Il n'est pas exigé de garantie de soumission. Des pièces administratives et financières complémentaires attestant de la régularité et des performances techniques et financières pourraient être exigées à l'entreprise attributaire avant la signature du contrat de marché.

Préalablement à l'évaluation des offres, la BCEAO se réserve le droit de procéder à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires, eu égard à la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux en vigueur dans l'espace UMOA.

L'évaluation des offres se fera sur la base de leur conformité aux spécifications techniques du présent cahier des charges d'une part, et, d'autre part, de l'analyse et la comparaison des prix proposés, qui s'effectuent au regard des critères économiques et financiers.

Il sera procédé à des ajustements de prix en cas d'erreurs arithmétiques. De même, s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi.

A l'issue du dépouillement, le marché peut faire l'objet de négociations commerciales avec le soumissionnaire pressenti.

Le montant de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à 100% des livrables requis pour ce marché. Les quantités peuvent faire l'objet d'une augmentation ou d'une diminution à hauteur de 30%, à la discrétion de la Banque Centrale.

##### **I.22.1 Analyse de l'offre technique, notée sur 100 points :**

**Pondération : 60%**

Toute offre mal présentée, incompréhensible ou comportant des données erronées sera

éliminée.

La qualité technique (points 0 - 100) basée sur les éléments suivants (voir critère d'évaluation en annexe).

La somme des points obtenus au niveau des différentes rubriques suscitées constituent la note technique (Nt) de l'offre sur 100

Un classement des soumissions notées sera effectué selon les catégories suivantes :

\* Bonne : supérieur ou égal à 60 points

\* Insuffisante : moins de 60 points

Les soumissions classées dans la catégorie "insuffisante" sont écartées de toutes autres évaluations.

#### **I.22.2 Ouverture de l'offre financière : Examen du prix et de la conformité financière**

Seules les soumissions dont les offres techniques seront classées dans la catégorie "supérieur ou égal à 60" verront l'enveloppe contenant leurs offres financières ouvertes.

Une analyse des prix unitaires des offres recevables sera faite, pour apprécier leur cohérence.

Au cours de l'évaluation, le Maître d'Ouvrage déterminera pour chaque offre le montant réévalué de l'offre en rectifiant le montant de l'offre de la façon suivante :

- par correction des erreurs arithmétiques conformément aux dispositions de l'Article 12;
- par la soustraction de toute somme provisionnelle ;
- par la soustraction de toute remise appliquée sur le montant total des offres ;
- par l'analyse minutieuse et comparative des prix unitaires.

**L'examen se fera après vérification et corrections éventuelles :**

**Total P2 : 100 points**

**Pondération : 40%**

Les points sont attribués de la manière suivante :

- . Soit  $X_0$  le prix de l'offre la mieux-disante qui totalise d'office 100 points
- . Soit  $X$  le prix offert

Les points attribués à l'offre considérée se calculent par la formule :

$$P2 = 100 \times (X_0 / X)$$

#### **I.23. Attribution du marché**

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est la plus économiquement avantageuse pour la Banque Centrale au terme de l'analyse conjointe des spécifications techniques et des prix unitaires proposés.

La BCEAO se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, et d'annuler l'appel d'offres

en rejetant toutes les offres, à tout moment, avant l'attribution du marché.

La Banque Centrale n'achète que les fournitures à l'état neuf. Par conséquent, elle se réserve le droit de demander au soumissionnaire retenu de justifier l'état des matériels livrés et prouver l'origine des fournitures à livrer.

Avant l'attribution du contrat, la BCEAO se réserve le droit de procéder à une vérification du caractère raisonnable des prix proposés dans le cadre de la présente procédure. Une conclusion négative (des prix déraisonnablement élevés ou bas) pourrait constituer le motif de rejet de l'offre, à la discrétion de la BCEAO. Dans ce cas, elle pourrait inviter le soumissionnaire classé deuxième à l'issue de l'évaluation technique et financière des offres pour des négociations.

#### **I.24. Publication des résultats**

Les résultats de l'appel d'offres seront publiés sur le site internet de la BCEAO. A cet égard, tout candidat peut former un recours gracieux par écrit, adressé au Directeur Général de l'Administration et du Patrimoine dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la publication des résultats. Le recours ne peut porter que sur l'attribution du marché. Le délai de réponse de la BCEAO est de dix (10) jours maximum. Passé ce délai et sans une réponse de la BCEAO, le recours doit être considéré comme rejeté.

#### **I.25. Vérification de la qualification des candidats**

La Banque Centrale se réserve le droit de vérifier les capacités technique et financière du prestataire retenu à exécuter le marché de façon satisfaisante.

Cette vérification tiendra compte, notamment, de la capacité et la solvabilité financières du soumissionnaire. Elle pourrait se fonder sur l'examen des preuves de qualification que la Banque Centrale jugera nécessaires.

Le cas échéant, son offre sera rejetée et la Banque Centrale examinera la seconde offre évaluée la moins-disante, puis elle procédera à la même détermination de la capacité de ce soumissionnaire à exécuter le marché de façon satisfaisante.

#### **I.26. Notification**

Le marché sera notifié au soumissionnaire retenu et un contrat de marché lui sera soumis pour signature. La date de signature du contrat par les deux parties constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché.

#### **I.27. Informations complémentaires**

Pour toute demande d'informations complémentaires, les soumissionnaires pourront prendre l'attache de Service de l'Administration et du Patrimoine, par courriel au moins dix (10) jours avant la date limite de dépôt des offres à l'adresse : [courrier.bdn@bceao.int](mailto:courrier.bdn@bceao.int). Les questions devront être reçues uniquement par écrit pour assurer une bonne traçabilité). Toute demande de renseignements parvenue au-delà du délai précité ne sera pas prise en compte.

Les questions formulées ainsi que les réponses apportées seront mises en ligne sur le site internet de la BCEAO à l'adresse [www.bceao.int](http://www.bceao.int). A ce titre, les candidats sont invités à visiter régulièrement le site.

#### **I.28. Intention de soumission**

Préalablement au dépôt des soumissions, les candidats intéressés sont priés de manifester leur intention de soumissionner par courrier

électronique à l'adresse [courrier.bdn@bceao.int](mailto:courrier.bdn@bceao.int)

**DEUXIEME PARTIE : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article premier - Définitions**

Aux termes du présent contrat, on entend par :

1. Maître de l’Ouvrage : la Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) ;
2. Entrepreneur : l'attributaire du marché ;
3. Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) : le Prestataire chargé de la coordination des actions des intervenants, pour le compte du Maître de l’Ouvrage ;
4. Contrat / Marché ou acte d’engagement de l’Entrepreneur : le présent contrat.

### **Article 2 - Objet**

2.1. Par le présent contrat, le Maître de l’Ouvrage confie à l’Entrepreneur qui accepte, l’exécution des travaux de **prise de l’étanchéité de la toiture terrasse de l’infirmierie et du magasin à l’Agence Auxiliaire de la BCEAO de Parakou.**

2.2. Ces travaux sont décrits dans les documents, ci-après :

- le Cahier des Prescriptions Techniques et le devis descriptif ;
- la/les soumission(s) de l’Entrepreneur ;
- les devis quantitatifs et estimatifs de l’Entrepreneur.

2.3. Pour l’appréciation des prestations et pour l’établissement de son prix, l’Entrepreneur reconnaît avoir eu une parfaite connaissance des pièces du dossier d’appel d’offres, sur la base desquelles il a estimé les quantités à mettre en œuvre. Le prix est censé tenir compte de toutes les sujétions de l’exécution.

### **Article 3 – Pièces contractuelles**

3.1. Sont considérées comme pièces contractuelles et, par ordre de priorité :

- a) le présent contrat ainsi que ses avenants dûment signés par les Parties, le cas échéant ;
- b) les documents ci-après :
  - le Procès-verbal de réception provisoire des travaux, mentionné à l’article 16, paragraphe 16.1 du présent contrat ;
  - le Procès-verbal de démarrage des travaux ;
  - le Procès-verbal de réception définitive des travaux, prévu à l’article 16, paragraphe 16.2 du présent contrat.

c) les documents, ci-après, qui font partie intégrante du présent contrat :

Document 1 : Soumission(s) de l'Entrepreneur, en date du .....  
établie(s) conformément au modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres ;

Document 2 : « CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET LE DEVIS DESCRIPTIF » ;

Document 3 : Devis quantitatifs et estimatifs détaillés et le bordereau des prix unitaires. Ces devis ont été établis suivant le modèle de cadre quantitatif et estimatif et le cadre du bordereau des prix unitaires joints au dossier d'appel d'offres.

Document 4 : Calendrier d'exécution contractuel des travaux, dressé par l'Entrepreneur, compte tenu du délai prescrit d'exécution des travaux. Il est définitivement mis au point pendant la période de préparation du chantier. Ce document est signé et daté par l'Entrepreneur et approuvé par le Maître de l'Ouvrage avant tout commencement des travaux. Aucune modification ne peut y être apportée par l'Entrepreneur, sans l'approbation préalable du Maître de l'Ouvrage ;

Document 5 : le Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

d) tous autres documents auxquels les Parties contractantes décident, d'un commun accord, de donner le caractère de pièces contractuelles.

3.2. Les documents contractuels visés aux points a), b) et c) ci-dessus, sont réputés être en possession des Parties qui déclarent expressément connaître parfaitement leur teneur et les accepter, sans réserve, en toutes leurs clauses.

3.3. En cas de contradiction entre des pièces contractuelles, celle qui est la plus favorable au Maître de l'Ouvrage prévaut.

#### **Article 4 – Lieu(x) d'exécution des prestations - Législation applicable - Langue de travail**

4.1. Les prestations prévues aux présentes sont exécutées à **l'Agence Auxiliaire de la BCEAO de PARAKOU-BENIN**.

4.2. Sont applicables au présent contrat et dans les relations entre les Parties, sauf dérogations expresses apportées, le cas échéant, par le statut particulier du Maître de l'Ouvrage, les textes législatifs et réglementaires en vigueur au Bénin.

4.3. La langue applicable au marché et à toutes communications entre l'Entrepreneur, le Maître de l'Ouvrage et toutes autres personnes intervenantes ou leurs représentants, est le français.

## **Article 5 – Statut juridique de l'Entrepreneur**

L'Entrepreneur n'a pas le statut d'agent de la Banque Centrale. En conséquence, il ne peut jouir d'aucun avantage, immunité, rétribution ou remboursement qui ne soit expressément prévu dans le cadre du présent contrat. Il n'est pas autorisé à engager la BCEAO dans quelque dépense que ce soit, ni à lui faire assumer d'autres obligations en dehors de celles prévues aux présentes.

## **CHAPITRE II – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **Article 6 – Obligations de l'Entrepreneur**

6.1. L'Entrepreneur est astreint à une obligation de conseil, de recommandation et de mise en garde à l'égard de la Banque Centrale, compte tenu de son expertise en la matière. En outre, il s'engage à exécuter les prestations selon les règles de l'art, les normes et les règlements techniques en vigueur et à respecter toutes les obligations qui lui incombent.

6.2. Il est tenu de respecter les lois et règlements en vigueur en tout lieu où doit s'effectuer tout ou partie de l'exécution de ses obligations contractuelles. Il prend, à cet effet, toutes les dispositions requises pour s'y conformer.

6.3. L'Entrepreneur fait établir, à ses frais, quatre (4) exemplaires des pièces graphiques et écrites, nécessaires à l'exécution du marché.

### **Article 7 – Obligations du Maître de l'Ouvrage**

7.1. Le Maître de l'Ouvrage est tenu de faciliter à l'Entrepreneur, l'exécution des travaux objets du marché.

7.2. En particulier, la Banque Centrale s'oblige, pour toute la durée du présent contrat, à :

- faciliter à l'Entrepreneur, l'accès à ses locaux durant le temps nécessaire à l'exécution de ses missions ;
- mettre à la disposition de l'Entrepreneur, un local approprié de travail, le cas échéant ;
- communiquer à l'Entrepreneur, sur sa demande, tous les documents, statistiques, états, données et autres informations qui lui sont nécessaires ;
- régler, à bonne date, les sommes dues à l'Entrepreneur, dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

7.3. Le Maître de l'Ouvrage peut, après signature du présent contrat et au cours des travaux,

compléter ou préciser les plans par des dessins de détails et d'exécution, même si ces dessins ou précisions ne sont pas mentionnés dans les pièces contractuelles et dès lors qu'ils sont nécessaires à la bonne exécution des installations techniques prévues dans le dossier d'appel d'offres ou de ceux qui en sont la suite ou la conséquence logique.

### **CHAPITRE III – EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **Article 8 – Direction des travaux**

8.1. La direction des travaux est assurée par le Maître d'Ouvrage Délégué.

8.2. L'Entrepreneur est tenu de se conformer strictement aux instructions données par le Maître d'Ouvrage Délégué, à ce titre, sauf à formuler des réserves écrites adressées à ce dernier dans un délai de huit (8) jours, à compter de la notification qui lui est faite de l'ordre, sous peine de forclusion.

8.3. L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions, en vue de faciliter, en tout temps, l'accès du chantier au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Ouvrage Délégué.

8.4. En ce qui concerne les attachements constatant des travaux modificatifs supplémentaires et, plus généralement en ce qui concerne tous les documents ayant une conséquence sur le montant du présent marché. Seul le Maître de l'Ouvrage a le pouvoir de signer lesdits documents, l'Entrepreneur ne pouvant se prévaloir d'un mandat apparent.

#### **Article 9 – Information du Maître de l'Ouvrage**

L'Entrepreneur s'oblige à tenir informé, en temps utile, le Maître de l'Ouvrage, par l'intermédiaire du Maître d'Ouvrage Délégué, de toutes sujétions ou circonstances, de quelque nature qu'elles soient, susceptibles d'avoir des conséquences préjudiciables à la bonne exécution des travaux, le respect des délais, la fixité des prix, la qualité et la bonne tenue des installations, conformément aux règles de l'art et aux plans et descriptifs.

#### **Article 10 - Délais et modalités d'exécution des prestations – Pénalités de retard –**

##### **Primes pour avance**

10.1. L'Entrepreneur exécute sa mission, selon le calendrier d'exécution visé au document 4 du présent contrat.

10.2. Tout retard dans le respect des délais prévus au présent contrat, imputable à

l'Entrepreneur et non excusé par la BCEAO, est sanctionné par l'application, sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité, par jour calendaire de retard, égale à un cinq millième (1/5000<sup>ème</sup>) du montant global du marché. Toutefois, le montant total des pénalités qui sont appliquées ne doit pas excéder cinq pour cent (5%) du prix du contrat, tel que fixé à l'article 14, paragraphe 14.1 du présent contrat.

10.3. Il n'est pas prévu de primes pour avance dans l'achèvement des travaux.

#### **Article 11 : Personnel de l'Entrepreneur**

11.1. En vue de réaliser les prestations qui lui incombent, au titre de l'exécution du présent contrat, l'Entrepreneur propose à la BCEAO qui l'a agréé, la liste de son personnel clé présentant les compétences requises, eu égard à l'expérience, aux titres et aux aptitudes qui leur sont reconnus. A cet effet, il communique à la Banque Centrale, les curriculum vitae dûment signés et précisant, notamment, leurs titres ainsi que la qualification du personnel retenu.

11.2. L'Entrepreneur ne peut procéder au remplacement du personnel ainsi agréé, sans l'accord écrit, préalable de la Banque Centrale.

11.3 Si la BCEAO n'est pas satisfaite des performances de l'un des membres dudit personnel ou en cas d'indisponibilité de celui-ci, l'Entrepreneur doit, sur demande motivée de la Banque Centrale, pourvoir immédiatement à son remplacement.

11.4. Le remplacement effectué ne doit avoir aucune incidence sur la durée initiale de la mission fixée, d'un commun accord, entre les Parties à l'article 10, paragraphe 10.1, ou sur le montant des honoraires, tel que fixé à l'article 14, paragraphe 14.1 du présent contrat. Par ailleurs, la personne proposée en remplacement doit posséder des qualifications et une expérience au moins équivalentes à celles du membre à remplacer.

11.5. Le personnel de l'Entrepreneur est tenu de se conformer aux règles particulières d'hygiène et de sécurité définies par la réglementation en vigueur ainsi qu'à celles édictées par la Banque Centrale, relatives aux conditions d'entrée, de sortie et de circulation dans ses locaux. Il n'est pas autorisé à pénétrer dans les locaux de la BCEAO en dehors de l'exercice de sa mission. Il lui est également interdit d'y faire pénétrer des tiers, pour quelque motif que ce soit, sans l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

#### **Article 12 : Non-sollicitation du personnel**

Chaque Partie s'oblige, durant l'exécution du contrat et pendant 20 **semaines** après son

expiration, à ne pas engager ou offrir d'engager, directement ou indirectement, tout employé de l'autre Partie ou, le cas échéant, un consultant ayant été associé aux prestations objet du présent contrat, sans le consentement préalable écrit de l'autre Partie.

### **Article 13 : Interlocuteurs**

Chaque Partie désigne, par écrit, un interlocuteur qui sera dûment habilité à la représenter pour toutes questions relevant de l'exécution du présent contrat, à l'exclusion de la modification de celui-ci.

## **CHAPITRE IV – MONTANT DU MARCHÉ - PAIEMENTS**

### **Article 14 – Montant du marché - Règlement – Modalités de paiement - Régime fiscal – Retenue de Garantie et Avance de démarrage**

#### 14.1. Montant du marché

14.1.1. L'Entrepreneur s'engage à exécuter les travaux qui lui sont confiés, nonobstant les aléas de l'exécution, moyennant le prix global, forfaitaire et non révisable, fixé entre les Parties à la somme de ..... francs CFA hors taxes (HT).

14.1.2. Le prix global visé à l'alinéa 14.1.1 ci-dessus comprend le bénéfice de l'Entrepreneur. Il comprend, en outre, notamment :

- toutes les dépenses et charges résultant de l'exécution des travaux, quels que soient les aléas pouvant survenir dans le cadre de cette exécution, les lieux et circonstances locales, les ouvrages existants et la présence d'autres entreprises sur le chantier ;
- les frais d'implantation, essais, contrôle de tous équipements, matériaux et fournitures ;
- les frais d'assurances ;
- les frais de livraison sur site ;
- les frais de reproduction des documents demandés en cours de chantier ;
- les frais d'installation de chantier.

14.1.3. Le prix global, forfaitaire et non révisable présenté par l'Entrepreneur représente la valeur des fournitures et des travaux nécessaires, d'après les devis descriptifs et les plans ainsi que les travaux nécessités par la finition de l'installation des équipements suivant les règles de l'art, sans qu'il soit nécessaire de les décrire explicitement.

14.1.4. Par ailleurs, l'emploi par l'Entrepreneur de main-d'œuvre déplacée ainsi que l'utilisation de transports exceptionnels, même avec l'accord de la Banque centrale, ne sauraient ouvrir à l'Entrepreneur un droit à supplément ou indemnité, les dépenses susvisées

étant réputées incluses dans le prix du marché.

14.1.5. Pour les modifications des travaux qui ne peuvent être évaluées suivant les prix unitaires forfaitaires figurant sur la décomposition des prix dressée par l'Entrepreneur, des prix nouveaux seront établis d'accord parties, en vue de la détermination des devis quantitatifs et estimatifs détaillés. Ces prix nouveaux ne seront applicables qu'avec l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage.

## 14.2. Règlement

14.2.1. Le Maître de l'Ouvrage se libère des sommes dues, au titre du présent marché, par virements bancaires portés au crédit du compte, ci-après, ouvert au nom de l'Entrepreneur, dans les livres de ....., dont les coordonnées bancaires figurant sur le Relevé d'Identité Bancaire communiqué par l'Entrepreneur sont les suivantes :

Code Banque : .....

Code guichet : .....

N° du compte : .....

Clé RIB: .....

IBAN: .....

SWIFT : .....

14.2.2. Pour chaque paiement, l'Entrepreneur adresse à la BCEAO, une facture correspondant au montant exigible de ses prestations. Le règlement de cette facture intervient dans un délai maximum de trente (30) jours, à compter de la date de sa réception par la BCEAO.

## **14.3 – Modalités de paiement**

### **14.3.1- Etablissement des décomptes provisoires**

A la fin de chaque quinzaine, l'Entrepreneur établit un décompte provisoire en cinq (05) exemplaires qui seront présentés à l'ingénieur pour vérification.

Ce décompte provisoire bimensuel prend en compte les sommes dues à l'Entrepreneur au titre du marché depuis son début d'exécution.

Il comprend notamment :

- l'avance forfaitaire de démarrage et la part de son remboursement ;
- le montant des approvisionnements effectués sur le chantier ;

- le montant des travaux dû à l'entreprise, obtenu à partir des quantités de travaux réellement exécutés dans les conditions du marché et des prix unitaires, tels qu'ils figurent au bordereau des prix unitaires ;
- le montant des remboursements divers ;
- le montant des pénalités et retenues.

L'acompte bimensuel à régler à l'Entrepreneur sera déterminé par la différence entre le montant du décompte concerné et celui qui le précède immédiatement.

Les décomptes provisoires ne sont pas nécessairement signés par l'Entrepreneur.

Pour donner droit à paiement, le montant de l'acompte devra au moins être égal à dix (10) pour cent du montant du marché. Dans le cas contraire, il ne sera pas établi pour la quinzaine considérée.

#### **14.3.2- Etablissement du décompte définitif**

A la fin des travaux, l'ingénieur établit un décompte définitif des travaux.

Le décompte définitif ne lie le Maître d'Ouvrage qu'après sa propre approbation.

L'Entrepreneur sera invité, par ordre de service dûment notifié, à venir dans les bureaux de l'ingénieur prendre connaissance du décompte définitif et à signer celui-ci pour acceptation. Il peut demander communication des pièces justificatives et en faire copie ainsi que du décompte définitif.

En cas de refus de signature, il sera dressé procès-verbal de la présentation du décompte définitif et des circonstances du refus qui l'ont accompagné.

L'acceptation du décompte définitif par l'Entrepreneur lie celui-ci définitivement tant sur les prix unitaires que sur les quantités.

Si l'Entrepreneur ne répond pas à l'ordre de service visé au présent article, ou refuse d'accepter le décompte définitif qui lui est présenté, ou signe celui-ci en faisant des réserves, il doit par écrit, exposer en détail les motifs de ses réserves, et préciser à l'ingénieur le montant de ses éventuelles réclamations avant l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à partir de la date de notification de l'ordre de service précité.

Il est expressément stipulé que l'Entrepreneur n'est plus admis à élever de réclamations au sujet du décompte dont il a été invité à prendre connaissance, après expiration du délai de quinze (15) jours précité. Passé ce délai, le décompte définitif est censé être accepté par lui, quand bien même il ne l'aurait signé qu'avec des réserves dont les motifs ne seraient pas

spécifiés comme il est dit au paragraphe précédent.

L'ordre de service invitant l'Entrepreneur à prendre connaissance du décompte définitif lui sera notifié dans un délai de vingt (20) jours, après achèvement et réception provisoire de la totalité des travaux objet du présent marché.

Le paiement du solde, déduction faite, le cas échéant de la retenue de garantie, doit intervenir dans le même délai que celui prévu dans le présent marché pour le règlement des décomptes provisoires, et ceci à compter de la date d'acceptation du décompte définitif par l'Entrepreneur ou de la date d'expiration du délai de quinze (15) jours précité.

#### **14.4. Régime fiscal**

14.4.1. En vertu des dispositions des articles 28 du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), en date du 20 janvier 2007, 7 des Statuts de la BCEAO, 10, paragraphe 10-1 du Protocole relatif aux privilèges et immunités de la BCEAO, annexés audit Traité, la Banque Centrale bénéficie, dans le cadre du présent contrat, du régime de l'exonération de tous impôts, droits, taxes et prélèvements d'effet équivalent dus dans les Etats membres de l'UMOA »

14.4.2. En conséquence, le prix prévu au paragraphe 14.1 ci-dessus, s'entend hors taxes. En outre, la BCEAO ne rembourse aucun impôt, taxe ou indemnité à l'Entrepreneur, au titre du présent contrat.

#### **14.5- Retenue de Garantie**

La retenue de garantie est une provision destinée à garantir la bonne exécution des travaux et le parfait achèvement de l'ouvrage et à remédier, le cas échéant, à la carence de l'Entrepreneur pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie est fixée à cinq (5) pour cent du montant des travaux effectivement réalisés. Elle se constitue par déductions successives sur les acomptes mis en paiement.

Le remplacement de cette retenue de garantie par une caution solidaire fournie par un établissement bancaire agréé par le Maître d'Œuvre peut intervenir soit à l'origine, soit au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Pour autant que l'Entrepreneur ait rempli ses obligations, la retenue de garantie est restituée, ou la caution qui la remplace est libérée, au plus tard un (1) mois après que la réception définitive ait été prononcée. La réception définitive est prévue un (1) an après la réception provisoire des travaux.

#### **14.5- Avance Forfaitaire de Démarrage**

Une avance forfaitaire de démarrage peut être versée à l'Entrepreneur à condition qu'il en fasse expressément la demande. Dans ce cas le décompte provisoire relatif à l'avance forfaitaire de démarrage, portera le numéro zéro (0).

Cette avance est fixée à trente (30) pour cent du montant de base du marché. Elle devra être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire agréé par le Maître d'Ouvrage.

#### **Article 15 : Variations des taux des droits et taxes – Nouvelle législation**

15.1. Pour tenir compte des variations éventuelles dans le taux des droits et taxes déductibles du prix, toutes taxes comprises (TTC) ainsi que de la création ou de la suppression d'impôts, dont l'imputation est légalement admise sur les frais généraux de l'Entrepreneur, faisant l'objet du marché, il est dressé en fin de travaux, par l'Entrepreneur, pour être soumis à la vérification du MOD, lors du décompte définitif, un état comparatif. Celui-ci fait ressortir, d'une part, le montant des droits et taxes tel qu'il avait été établi par l'Entrepreneur dans son offre en fonction des taux en vigueur et, d'autre part, le montant des droits et taxes réellement déductibles ou le montant des impôts réellement payés à l'occasion des travaux.

15.2. Cet état comparatif sert de base pour arrêter le montant exact des sommes dues ou à percevoir par l'Entrepreneur ou le Maître de l'Ouvrage, du fait d'une modification éventuelle des taux desdits droits et taxes.

### **CHAPITRE V – DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 16 – RECEPTIONS PROVISOIRES ET DEFINITIVES - DELAI DE GARANTIE**

##### **16.1- Réception provisoire**

L'Entrepreneur fera connaître par écrit à la fois au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Maître d'Oeuvre convoquera l'Entrepreneur aux opérations préalables à la réception, et qui doivent être effectuées dans un délai de deux semaines à compter de la date de réception de l'avis adressé par l'Entrepreneur. Le Maître d'Oeuvre avise le Maître d'Ouvrage de la date à laquelle auront lieu les opérations préalables à la réception.

Les opérations préalables à la réception comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le Cahier des Prescriptions Techniques et le Devis Descriptif ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'Oeuvre et signé par lui et par l'Entrepreneur. En cas d'absence de l'Entrepreneur, il en est fait mention dans le procès-verbal qui lui est alors notifié.

Si l'Entrepreneur refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention au dit procès-verbal.

Le Maître d'Œuvre adresse ensuite sans délai le procès-verbal au Maître d'Ouvrage et fait connaître à l'Entrepreneur, dans le délai de cinq (5) jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage la réception provisoire de l'ouvrage et, dans l'affirmative la date d'achèvement qu'il a proposé de retenir.

Le Maître d'Œuvre, au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception organise dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception une visite de réception provisoire des travaux à laquelle il invite à participer le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur.

A l'issue de cette visite, le Maître d'Œuvre dresse le procès-verbal de réception provisoire qui précise si elle est ou non prononcée.

Si la réception provisoire est prononcée, le procès-verbal précise la date d'achèvement des travaux. A partir de cette date :

- les pénalités pour retard cessent d'être appliquées ;
- le délai de garantie commence à courir.

Si la réception provisoire n'est pas prononcée, le procès-verbal exprime en détail les raisons de ce refus et détermine les obligations de l'Entrepreneur (interventions, délais, pénalités etc ...) pour obtenir la réception provisoire des travaux.

### **16.2- Délai de garantie**

Le délai de garantie est d'un (1) an à compter de la date de réception provisoire des travaux

objet du présent marché.

L'Entrepreneur est tenu, durant le délai de garantie, à une obligation dite "obligation de parfait achèvement ou de bonne exécution" au titre de laquelle, il doit, à ses frais, remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Œuvre de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception provisoire.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale, la propreté et l'entretien courant incombant au Maître de l'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les travaux confortatifs, modificatifs ou de réparation aux frais et risques de l'Entrepreneur, si ce dernier manquait de faire face à ses obligations et après mise en demeure.

Le délai de garantie sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que ceux-ci soient assurés par l'Entrepreneur ou qu'ils soient d'office réalisés conformément aux stipulations ci-dessus.

### **16.3- Réception définitive**

A l'expiration du délai de garantie, le Maître d'Œuvre organise une visite de réception définitive dans les mêmes conditions que la visite de réception provisoire.

A l'issue de cette visite, le Maître d'Œuvre dresse le procès-verbal de réception définitive qui précise si elle est ou non prononcée.

Si la réception définitive est prononcée, le procès-verbal dégage l'Entrepreneur de ses obligations contractuelles.

Si la réception définitive n'est pas prononcée, le procès-verbal exprime en détail les raisons de ce refus et détermine les obligations de l'Entrepreneur (interventions, délais, pénalités, ... etc.) pour obtenir la réception définitive des travaux.

### **Article 17 : Cession et sous-traitance**

17.1. L'Entrepreneur ne peut donner en garantie, céder ou sous-traiter, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie du présent contrat, même à une société qui lui est apparentée, sans l'accord écrit préalable du Maître de l'Ouvrage.

17.2. Est assimilable à une cession de contrat, un apport en société ou toute autre opération visant à changer le contrat de patrimoine.

17.3. Nonobstant cette autorisation, l'Entrepreneur demeure responsable vis-à-vis du Maître de

l'Ouvrage, de l'exécution totale du présent marché, dans les conditions et délais convenus.

### **Article 18 – Force majeure**

18.1. Les Parties au présent contrat ne peuvent être tenues pour responsables, lorsque la non-exécution totale ou partielle de leurs obligations contractuelles trouve sa cause dans un cas de force majeure, c'est-à-dire un événement extérieur aux Parties, insurmontable et imprévisible.

18.2. La Partie affectée par l'événement ayant le caractère de force majeure en avise l'autre dans les plus brefs délais, en précisant la nature de cet événement, son effet ainsi que sa durée prévisible.

18.3. Les Parties décident alors, d'un commun accord, des mesures à prendre pour pallier les conséquences qui en résultent, les modalités administratives et financières correspondantes ainsi que les conditions de reprise des prestations, après la suspension ou la cessation de l'événement ayant le caractère de force majeure, le cas échéant.

### **Article 19 – Confidentialité**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, chaque Partie s'engage à préserver le caractère confidentiel de toute information communiquée comme tel. Ainsi, l'Entrepreneur est tenu notamment de :

- garder confidentiels tous documents et informations, de quelque nature qu'ils soient, qui lui ont été communiqués par le Maître de l'Ouvrage, qui ont été rédigés au cours des missions ou dont il a eu connaissance, quels qu'en soient la forme, le support et le contenu, dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles ;
- n'utiliser ces documents et informations qu'aux seules fins d'exécuter les travaux prévus au présent contrat, à l'exclusion de toute autre utilisation, même partielle. En conséquence, même après la fin du contrat, l'Entrepreneur ne peut les communiquer à des tiers ou les exploiter dans ses relations avec ceux-ci, sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Maître de l'Ouvrage ;
- prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment auprès des membres de son personnel appelés à prendre connaissance de ces documents ou à connaître ces informations, et dont l'Entrepreneur répond entièrement en la matière, pour prévenir et éviter leur divulgation à des tiers, de quelque manière que ce soit ;
- restituer, sans délai, à la BCEAO, à sa demande, au terme de l'exécution de la présente

mission ou à la date d'approbation du rapport final, les documents qu'elle juge confidentiels. Cette obligation s'étend au personnel de l'Entrepreneur.

### **Article 20 : Responsabilité civile - Assurance**

20.1. Pendant toute la durée du présent contrat, l'Entrepreneur est pleinement responsable de toute erreur ou omission dans l'exécution de ses obligations contractuelles et de tous dommages causés par son fait ou celui de ses préposés ou mandataires, aux biens et au personnel de la BCEAO ainsi qu'aux biens et au personnel de tiers, dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

20.2. L'Entrepreneur est tenu de souscrire une police d'assurance responsabilité civile pour couvrir les risques visés au paragraphe 20.1 ci-dessus. Il s'engage à fournir à la BCEAO une copie de ladite police d'assurance, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification qui lui est faite de l'attribution du marché. L'assurance prend effet, au plus tard à partir du commencement des travaux et reste en vigueur jusqu'à leur réception définitive.

### **Article 21 – Résiliation**

Chaque Partie peut résilier, de plein droit, le présent contrat dans les conditions suivantes :

#### **21.1. A l'initiative du Maître de l'Ouvrage**

a) Sans mise en demeure et sans indemnité en cas de :

- force majeure telle que énoncée à l'article 18 du présent contrat ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre de l'Entrepreneur, le Maître de l'Ouvrage s'accordant la liberté d'apprécier souverainement les motifs de la condamnation.

b) Après mise en demeure restée sans effet, quinze (15) jours après sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, lettre au porteur contre récépissé ou décharge ou acte extra-judiciaire, en cas de non-exécution par l'Entrepreneur de ses obligations contractuelles, sauf cause imputable à la BCEAO, notamment :

- abandon, par l'Entrepreneur, de l'exécution des travaux, sans qu'il puisse être fait état de la force majeure, telle que définie à l'article 18 du présent contrat ;
- transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du contrat ;
- fautes graves dans l'exécution des prestations contractuelles incombant à l'Entrepreneur.

#### **21.2. A l'initiative de l'Entrepreneur**

a) Sans mise en demeure et sans indemnités, en cas de force majeure, telle que définie à l'article 18 du présent contrat ;

b) Après mise en demeure restée sans effet, quinze (15) jours après sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, lettre au porteur contre récépissé ou décharge ou acte extra judiciaire, en cas de non exécution, par le Maître de l'Ouvrage, de ses obligations contractuelles, sauf cause imputable à l'Entrepreneur.

### 21.3. Effets de la résiliation

21.3.1. En cas de résiliation non imputable à un manquement de l'Entrepreneur à ses obligations contractuelles, il est dressé un état des travaux réalisés et les décomptes correspondants sont versés à l'Entrepreneur sur la base de l'estimation la plus précise des travaux à la date de résiliation du contrat.

21.3.2. En tout état de cause, l'Entrepreneur s'oblige, en cas de résiliation, à remettre à la BCEAO les travaux déjà effectués, l'ensemble des documents mis temporairement à sa disposition, tels que visés à l'article 7, paragraphe 7.2 du présent contrat, susceptibles de permettre à la BCEAO de faire poursuivre, s'il y a lieu, par une autre entreprise, la réalisation des travaux faisant l'objet de la présente convention ainsi qu'un rapport de fin d'activité.

### **Article 22 : Exception d'inexécution**

22.1. En cas de constatation de l'inexécution totale, partielle ou de l'exécution défectueuse, par l'une des Parties, de ses obligations contractuelles, entraînant notamment des désagréments et/ou des conséquences graves pour l'autre Partie, celle-ci se réserve le droit, après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, huit (8) jours après sa notification à la Partie défaillante, conformément à l'article 25 du présent contrat, de suspendre l'exécution de tout ou partie de son/ses obligation(s) pour la période concernée, jusqu'à ce que celle-ci ait remédié aux manquements constatés.

22.2. Lorsque l'inexécution totale ou partielle ou l'exécution défectueuse constatée se prolonge au-delà d'une durée de quinze (15) jours, à compter de la notification de la mise en demeure visée au paragraphe 21.1 de l'article 21 du présent contrat, la Partie qui a subi le préjudice se réserve le droit de procéder à la résiliation du contrat, dans les conditions prévues à cet article.

### **Article 23 : Modification**

23.1. Toute modification à apporter au présent contrat doit se faire par avenant dûment conclu entre les Parties.

23.2. La BCEAO a la faculté d'exiger, à tout moment, des changements dans l'étendue de la mission de l'Entrepreneur. Lorsque de telles modifications entraînent substantiellement un accroissement ou une réduction de l'étendue de la présente mission susceptible d'avoir une

incidence sur le prix du contrat, celui-ci est révisé d'accord parties.

**Article 24 – Litiges et contestations - Droit applicable**

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable, tout différend né de l'exécution ou de l'interprétation du marché.

A défaut de règlement à l'amiable, le différend est, de convention expresse, soumis à l'arbitrage selon le Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), et tranché par le Tribunal de Première Instance de Cotonou, désigné conformément à ce Règlement.

L'arbitrage a lieu à Cotonou, et se déroule en langue française.

Le droit applicable au fond du litige est le droit béninois.

**Article 25 : Communications et notifications**

25.1. Toutes communications, notifications ou demandes afférentes au présent contrat, envoyées par l'une des Parties à l'autre, sont sous forme écrite et transmises par courrier recommandé avec accusé de réception, lettre au porteur contre récépissé ou décharge ou acte extrajudiciaire aux adresses suivantes :

Pour la BCEAO :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
Avenue Jean-Paul 2  
01 BP 325 Cotonou – Bénin

A l'attention de : Monsieur le Directeur National

Téléphone : (229) 21 36 46 00

Télécopie : (229) 21 31 24 65

Pour l'Entrepreneur

.....

A l'attention de .....

Téléphone : .....

Adresse électronique : .....

25.2. La notification prend effet, à la date de sa réception par la Partie destinataire.

25.3. Toutefois, les Parties conviennent que les communications par télécopie, télex, message

électronique ou tout autre procédé similaire, sont valables entre elles, à condition :

- qu'elles soient confirmées par écrit dans un délai de soixante-douze (72) heures, ou
- que la date de leur réception puisse être dûment confirmée ou vérifiée.

**Article 26 – Enregistrement**

Le présent contrat est soumis à la formalité de l'enregistrement, à la diligence de la BCEAO, en exonération de tous droits et taxes, conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphe 14.4 ci-dessus.

**Article 27 – Prise d'effet du contrat**

Le présent marché prend effet, à compter de sa date de signature par les Parties.

Fait à Cotonou, le ...

En cinq exemplaires originaux rédigés en français.

Pour la Banque Centrale des Etats  
de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO),  
Directeur National,

Pour le l'Entrepreneur,

**Alain KOMACLO**

.....

**TROISIEME PARTIE : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET DU DEVIS  
DESCRIPTIF**

## **0 – GENERALITES**

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) a pour objet de définir le cadre des **travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture-terrasse de l'infirmierie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de Parakou.**

Les travaux comportent la mise en œuvre des prestations d'ouvrage façonnées de la profession, en fourniture et pose, y compris toutes sujétions pour obtenir des ouvrages "complets".

## **I - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS**

Les travaux d'étanchéité comprendront généralement :

- la dépose du complexe d'étanchéité existant ;
- la mise en conformité du gros œuvre (DTU 20.12) ;
- les corrections sur les formes de pente si nécessaires ;
- la réalisation de l'isolation thermique ;
- la réalisation de l'étanchéité proprement dite ;
- traitement des entrées d'eau pluviale (fourniture et pose de platines plus moignon en plomb ou en EPDM et raccordement aux réseaux d'évacuations existants) ;
- la fourniture et la pose de crosse en plomb,
- les plots béton autour des fourreaux galvanisés, pour sortie de câble, ou ventilation EV – EU ;
- le calfeutrement sous le plancher entre les platines plomb et les descentes EP – PVC.

**Il est rappelé que les charges techniques indiquées dans les différents documents ne sont pas limitatives et que les entreprises devront prévoir dans leurs offres tout le matériel nécessaire à la bonne marche des installations, même si celui-ci n'est pas explicitement décrit. Il leur appartiendra, notamment, de combler ou de réparer toute lacune ou omission. L'entreprise adjudicataire devra également procéder à son propre niveau à des essais complémentaires en vue de réaliser des travaux de qualité.**

### **1.1 - Prescriptions à observer**

#### **1.1.1 - D.T.U.**

Pour la réalisation des travaux ci-dessus, l'entrepreneur titulaire devra se conformer aux normes et règlements en vigueur au moment de l'exécution de ses travaux et en particulier :

- Tous articles des DTU de base ;
- DTU 43
- DTU 20.12 conception du gros oeuvre en maçonnerie de toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité.
- Les avis techniques émis par le CSTB en cours de validité ;
- Règles concernant les travaux d'étanchéité des toitures terrasses plates (pente 2 à 5%) et toitures rampantes ou inclinées (pente sup à 5%) avec éléments porteurs en maçonnerie ou en bois en climats tropicaux ou équatoriaux humides et tropicaux secs (Chambre Syndicale Nationale de l'étanchéité mai 1990) ;
- Avis techniques encours de validité.

L'Entrepreneur devra la réalisation des ouvrages selon les règles de l'art et conformément aux documents officiels.

## **II - FORME DE PENTE EN TERRASSE**

Se référer au DTU 20.12.

Il s'agira de vérifier les pentes de la forme de pente et de les corriger si nécessaires. La pente doit être comprise entre 2 et 5 %, les versants seront plans.

### **III - ISOLATION THERMIQUE**

L'isolant thermique à poser devra avoir pour épaisseur minimum 6cm et une résistance thermique minimale de 1 m<sup>2</sup> °C/W. A cet égard, l'entrepreneur devra soumettre à l'appréciation du bureau de contrôle technique et du MOD, les avis techniques des panneaux isolant précisant :

- les dimensions extrêmes d'utilisation ;
- la conductivité thermique utile ;
- le mode de pose ;
- leur limitation d'emploi étant entendu que la toiture terrasse de la galette est de type toiture terrasse technique.

### **IV - COMPLEXE D'ETANCHEITE**

A titre indicatif il est fourni au descriptif les composants, pour des complexes d'étanchéité bicouche auto protégée de type bitume armé en partie courante et en relevé d'étanchéité. L'étanchéité sera de type non traditionnel bénéficiant d'un avis technique en cours de validité. La pente de l'écoulement sera de 2 à 5 %.

### **V- ESSAIS ET RECEPTIONS**

En cours des travaux, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Maître d'Ouvrage Délégué pourra procéder aux opérations de contrôle tant pour les conditions de stockage des matériaux d'étanchéité, que pour leur mise en œuvre.

Lorsque l'ensemble des travaux sera terminé, il sera procédé aux vérifications et contrôles suivants :

- vérification de la conformité avec les règlements et normes en vigueur ;
- vérification des pentes s'il y a lieu ;
- mise en eau partielle ou complète (si cela semble nécessaire au le Maître d'Ouvrage Délégué ou le Maître d'œuvre).

Les travaux présentant des défauts d'exécution ou qui ne seraient manifestement pas conformes aux règles de la profession et ne répondraient pas aux prescriptions énoncées, seront corrigés ou refaits par l'entrepreneur à ses frais exclusifs, dans les délais les plus réduits en conformité avec les conditions du contrat. Voir DTU 43.

## **DEVIS DESCRIPTIF**

### **0 - GENERALITES**

Le présent devis descriptif a pour objet de définir **les travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture-terrasse de l'infirmerie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de Parakou.**

### **I - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS**

#### **1.1 - Prescriptions à observer**

Tous les travaux seront réalisés conformément aux règles de l'art en conformité avec les normes et règlements locaux ou français en vigueur portés au CPT.

#### **1.2 - Travaux du corps d'état**

Les ouvrages prévus comprennent la dépose et la reprise du complexe d'étanchéité existant avec leurs formes de pente, isolation thermique et tous les accessoires se rapportant aux étanchéités.

Les travaux d'étanchéité comprendront généralement :

- mise en conformité du gros œuvre (DTU 20.12) ;
- la dépose du complexe d'étanchéité existant ;
- les corrections sur les formes de pente si nécessaires ;
- la réalisation de l'isolation thermique ;
- la réalisation de l'étanchéité proprement dite ;
- traitement des entrées d'eau pluviale (fourniture et pose de platine plus moignon en plomb ou en EPDM et raccordement aux réseaux d'évacuations existants) ;
- la fourniture et la pose de crosse en plomb ;
- les plots en béton autour des fourreaux galvanisés, pour sortie de câble, ou ventilation EV – EU ;
- le calfeutrement sous le plancher entre les platines plombs et les descentes EP – PVC.

### **II - FORMES DE PENTE**

Les formes de pente des toitures existent déjà. L'entrepreneur devra vérifier si les pentes sont suffisantes (pente comprise entre 2 et 5%) suivant les prescriptions du CPT et les corriger si nécessaire.

### **III – ISOLATION THERMIQUE**

L'isolation thermique sera composée de panneaux de polyuréthane ou de perlite expansée d'une épaisseur minimale de 6cm posé par plots sur maçonnerie.

### **IV - CONSTITUTION DES COMPLEXES D'ETANCHEITE**

#### **4.1 - Partie courante**

L'étanchéité à mettre en œuvre doit être de type bicouche auto protégée à base de bitume modifié SBS et sera posée en indépendance sur la maçonnerie qui devra être adaptée à la destination de la toiture terrasse (terrasse technique). Ce complexe d'étanchéité n'étant pas traditionnel, l'entreprise devra fournir les fiches techniques du CSTB en cours de validité.

#### **4.2 - Relevé d'étanchéité**

Les relevés d'étanchéité doivent être en cohérence avec l'avis technique soumis

### **IV - ENTREES D'EAU EN TERRASSE**

Sur toutes les entrées d'eau existantes, des moignons coniques plus platines seront posées.

Une entrée d'eaux pluviales comprend :

- une platine en plomb de 2,5 mm ou en EPDM;
- un moignon conique en plomb de diamètre approprié soudé sur la platine, de largeur telle que le joint de raccordement avec la descente EP soit apparent de 15 cm en sous face du plancher.

La platine est enduite de EIF sur ses deux faces et est insérée dans le revêtement d'étanchéité ; un élément en feuille supplémentaire est disposé à sa sous-face.

Toute pénétration de câbles électriques ou de tuyaux plomberie doit se faire par l'intermédiaire de crosses.

## **V - ESSAIS DES ETANCHEITES - PLANS D'EXECUTION**

L'entrepreneur procédera, à la fin des travaux d'étanchéité, à des essais de mise en eau testée pour ouvrage ou partie d'ouvrage, pour une durée de 48 heures au moins.

L'entrepreneur prendra à sa charge toutes les contraintes liées à ces essais, qu'il organisera sous la direction du Bureau de Contrôle Technique et de l'ingénieur.

Il en communiquera les résultats au Maître d'Ouvrage Délégué.

L'entrepreneur s'engage à opérer toutes les reprises retouches ou travaux complémentaires nécessaires à une parfaite protection des ouvrages.

L'entrepreneur devra remettre à l'approbation, avant tout début d'intervention, des plans et des détails d'exécution avec descriptifs précis sur l'ensemble des ouvrages, ceci à ses frais.

## **VI – DIVERS**

**Toutes sujétions de détail non décrites ici et entrant dans le cadre des travaux d'étanchéité sont comprises dans les prestations.**

**Il est rappelé que les charges techniques indiquées dans les différents documents ne sont pas limitatives et que les entreprises devront prévoir dans leurs offres tout le matériel nécessaire à la bonne marche des installations, même si celui-ci n'est pas explicitement décrit. Il leur appartiendra, notamment, de combler ou de réparer toute lacune ou omission. L'entreprise adjudicataire devra également procéder à son propre niveau à des essais complémentaires en vue de réaliser des travaux de qualité.**

**ANNEXES – DQE – BPU**

**ANNEXE 1**

**MODELE DE SOUMISSION**

**NOTE:** L'Annexe fait partie intégrante de la soumission. Les soumissionnaires sont priés de remplir tous les espaces laissés en blanc dans le présent modèle de soumission et ses annexes.

Monsieur le Directeur National de la  
***Banque Centrale des Etats de l'Afrique  
de l'Ouest (BCEAO) pour le Bénin***

01 B.P 325 Recette Principale

**COTONOU**

**OBJET : Travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'infirmerie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de la BCEAO de PARAKOU-BENIN.**

Monsieur le Directeur National,

1) Nous soussignés ....., faisant élection de domicile à .....,  
....., agissant au nom et pour le compte de .....,  
inscrit au registre de commerce de ....., sous le N° ..... et à l'INSAE, sous le  
N° ....., proposons d'exécuter et d'achever l'ensemble des travaux tels que décrits dans les  
pièces écrites et graphiques du présent appel d'offres pour le montant suivant :

i) Hors T.V.A (H.TVA) de (en toutes lettres et en chiffres).....  
..... éventuellement assorti des modifications qui découleront du Marché.

2) Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à commencer les travaux au lendemain de la date de passation de la commande et à terminer les travaux et livrer les ouvrages dans un délai de \_\_\_\_\_ **mois**.

3) Nous acceptons de rester liés par notre soumission pendant un délai de **quatre-vingt dix (90) jours** à compter de la date fixée pour la remise des offres.

4) Avant signature de l'Accord de Marché, la présente Soumission acceptée par la BCEAO vaudra engagement entre nous.

5) Nous avons bien noté que le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de retenir la soumission la mieux-disante et qu'il peut ne pas donner de suite au présent appel d'offres sans avoir à se justifier ni devoir d'indemnités à ce titre. En foi de quoi je soumetts la présente offre en y apposant ma signature,

Fait à ..... le ..... par : (nom et prénoms) : .....

Signature

en qualité de (fonction)....., dûment autorisé à signer la soumission pour et au nom de : .....

Délai de démarrage des travaux :	Dès réception de l'avance de démarrage
Délai d'exécution maximum :	.....(A préciser)
Montant de pénalités pour retard :	2/10000è du montant du contrat par jour calendaire de retard
Limite de la pénalité pour retard :	5% du montant du contrat
Pourcentage de retenue de garantie	5% du montant du contrat
Montant de l'avance forfaitaire cautionnée :	30 % du montant du contrat



**ANNEXE 2**

**MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE**

Attendu que l'Entreprise (Nom de l'Entreprise).....

désignée ci-après "l'Entrepreneur" a été déclarée adjudicataire définitif et a reçu notification de l'approbation du marché pour **les travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'infirmerie et du magasin à l'Agence Auxiliaire de la BCEAO de PARAKOU-BENIN.**

Attendu que ledit marché stipule que dans le cas du versement à l'Entrepreneur d'une avance forfaitaire de démarrage fixée à trente pour cent (30 %) du montant du marché, cette avance doit être garantie à cent pour cent (100 %) par une caution solidaire et que nous nous sommes engagés à fournir à l'Entrepreneur cette caution,

Dès lors, nous affirmons par les présents, que nous nous portons garants et responsables à l'égard de la BCEAO (Maître d'Ouvrage), au nom de l'Entrepreneur, pour un montant maximum de .....

..... (Chiffres et lettres)  
correspondant à trente pour cent (30 %) du montant du marché,

Et nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dès réception de la première demande écrite du Maître d'Ouvrage déclarant que l'Entrepreneur ne satisfait pas ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du remboursement de cette avance, et sans argutie ni discussion, toute (s) somme (s) dans les limites du montant résiduel de l'avance au moment de la demande du Maître d'Ouvrage, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la (des) somme (s) indiquée (s) ci-dessus.

La présente caution entre en vigueur à compter de la date d'établissement du décompte provisoire numéro (0) relatif à l'avance forfaitaire de démarrage.

Le montant de la caution diminuera automatiquement au fur et à mesure des remboursements de l'avance selon les acomptes bimensuels.

Elle expire et sera libérée au plus tard un (1) mois après le remboursement complet de l'avance.

Fait à ..... le

Signature Cachet de la Banque

*Mention manuscrite à porter*

**"Bon pour la caution personnelle et solidaire"**

*Signature*

**N.B. : L'ANNEXE 2 ne prendra effet qu'après notification du marché à l'Entreprise adjudicataire.**

**ANNEXE 3**

**MOYENS EN PERSONNEL ET EN MATERIEL DE L'ENTREPRISE**

**I.- PERSONNEL**

	NOMS	QUALIFICATION (diplôme - formation expérience)	FONCTION
A. Cadres – Direction de chantier			
B. Encadrement			
	NOMBRE		
C. Ouvriers spécialisés			
D. Manoeuvres			

## **II.- EQUIPEMENT**

Matériel pour exécution et autocontrôle des travaux

DESIGNATION	NOMBRE	AGE - ETAT

Fait à ..... le .....

*(Signature et cachet)*

Le Soumissionnaire,

**ANNEXES 4**

**CRITERES D'EVALUATION**

N°	CRITERES D'EVALUATION	SOUS CRITERES D'EVALUATION	NOTE ECLATEE	NOTES
1	Présentation de l'offre	*sommaire	1	5
		*Pagination	1	
		*Page de garde	1	
		*Clarté et lisibilité	1	
		*Intercalaire	1	
2	03 REFERENCES TECHNIQUES DES CINQ (05) DERNIERES ANNEES  Seulement les références techniques délivrées par un maître d'ouvrage ou un maître d'ouvrage délégué seront considérées	<u>Travaux similaires (Travaux d'étanchéité de toiture terrasse)</u>  Une expérience accompagnée d'attestation de fin d'exécution .....15 points  Deux expériences .....30 points  Trois expérience .....45	45	45
3	METHODOLOGIE  • Organisation     • Chronogramme d'intervention	❖ <u>Organisation</u> 11 points		20
		*compréhension et description et méthodologie de mise en œuvre	11	
		❖ <u>Chronogramme d'intervention</u> : 09 points		
		*décomposition des grandes tâches en tâches détaillées	3	
		*ordonnancement des tâches détaillées	3	
		*adéquation du planning des travaux au chronogramme d'intervention suivant la décomposition et ordonnancement des tâches détaillées	3	
4	Moyens matériels affectés aux travaux : origine et justification en cas de propriété privée  (en cas de non	01 Fondeur	5	10

	justification, la note zéro sera attribuée) 10 points	01 chalumeau, 01 bouteille de gaz Lot de petits matériels	5	
	Moyen humains affectés aux travaux avec diplômes			20
	a) - Qualification(5) Expérience (5)	α) Un (1) Technicien Supérieur, expérience 5 ans (Conducteurs des travaux)	10	
	b) Qualification(5) Expérience (5)	β) Une (01) équipe d'ouvriers et personnel d'appui expérimenté	10	
		TOTAL		100

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

**TRAVAUX DE REPRISE D'ETANCHEITE DE LA TOITURE TERRASSE DE L'INFIRMERIE ET  
DU MAGASIN DE L'AGENCE AUXILIAIRE DE LA BCEAO DE PARAKOU**

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

<b>N°</b>	<b>DESIGNATION DES OUVRAGES</b>	<b>UNITE</b>	<b>PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES (HT,HD)</b>	<b>PRIX UNITAIRES EN LETTRES (HT,HD)</b>
<b>1</b>	<b><u>Etanchéité</u></b>			
1.1	Dépose du complexe d'étanchéité existante	m <sup>2</sup>		
1.2	Etanchéité bicouche auto protégé en partie courante y compris l'isolation thermique (composition voir devis descriptif)	m <sup>2</sup>		
1.3	Relevé d'étanchéité (composition voir devis descriptif)	ml		
1.4	Fourniture et pose de platine surmontée moignon en plomb soudée entre les deux couches d'étanchéité au niveau des descentes d'eau pluviale (EP diam=100)	U		
1.5	Fourniture et pose de crapaudine	U		
1.6	Fourniture et pose d'isolant thermique en polyuréthane ou similaire de 6cm d'épaisseur	m <sup>2</sup>		

**CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF**

**TRAVAUX DE REPRISE D'ETANCHEITE DE LA TOITURE TERRASSE DE L'INFIRMERIE ET DU  
MAGASIN DE L'AGENCE AUXILIAIRE DE LA BCEAO DE PARAKOU**

**CADRE DU DEVIS ESTIMATIF DES TRAVAUX**

<b>N°</b>	<b>DESIGNATION DES OUVRAGES</b>	<b>UNITE</b>	<b>QUANTITE</b>	<b>PRIX UNI- TAIRE (HT,HD)</b>	<b>MONTANT PARTIEL (HT,HD)</b>	<b>MONTANT TOTAL (HT,HD)</b>
<b>1</b>	<b><u>Etanchéité</u></b>					
1.1	Dépose du complexe d'étanchéité existante	m <sup>2</sup>	155			
1.2	Etanchéité bicouche auto protégé en partie courante (composition voir devis descriptif)	m <sup>2</sup>	155,00			
1.3	Relevé d'étanchéité (composition voir devis descriptif)	ml	54,00			
1.4	Fourniture et pose de platine surmontée moignon en plomb soudée entre les deux couches d'étanchéité au niveau des descentes d'eau pluviale (EP diam=100)	U	2			
1.5	Fourniture et pose de crapaudine	U	2			
1.6	Fourniture et pose d'isolant thermique en polyuréthane ou similaire de 6cm d'épaisseur	m <sup>2</sup>	155,00			<b>PM</b>
	<b>TOTAL 100</b>					
	<b>TOTAL GENERAL ( HTVA; HD)</b>					

